

GRAND DEBAT NATIONAL DU 04 MARS 2019 SAINT-DIDIER-DE-BIZONNES (ISÈRE)

Réunion d'initiative locale organisée par les Maires de SAINT-DIDIER-DE-BIZONNE, BIZONNES, EYDOCHE, FLACHERIE et animée par Monique LIMON Députée 7^{ème} circonscription Isère

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

Financer les partis politiques il est possible de faire un don de 7000 euros pour financer un parti, cela fait en quelque sorte une niche fiscale. Il faudrait par exemple verser 2000 euros au parti et redistribuer les 5000 euros restants aux citoyens. Chaque citoyen pourrait verser une somme par exemple 7 euros au parti qu'il souhaite soutenir, cela permettrait l'émergence de nouveaux partis et ce fonctionnement serait plus démocratique.

L'idée est intéressante et riche en perspective. Chaque citoyen dispose d'un chèque de 7euros à attribuer au parti de son choix.

Vote blanc : reconnaissance primordiale. Problème du désintérêt pour les élections. On doit initier les jeunes par exemple lors de la journée d'appel ? On devrait expliquer la démocratie et les enjeux la nécessité d'aller voter. Le service citoyen qui va être proposé aux jeunes SNU ce serait l'occasion de leur expliquer l'intérêt de la politique.

On s'est trouvé face à un problème le non-respect du vote de 2005 a dégoûté les citoyens. On n'a pas tenu compte du vote des citoyens 2 ans plus tard c'est pour cela qu'ils ne votent plus.

Proposition : les personnes condamnées ne doivent plus pouvoir se présenter à une élection ou à une responsabilité de façon définitive.

Limiter le cumul des mandats dans le temps est indispensable. Lorsqu'on est élu dans une commune est-ce qu'il est normal que cet élu cumul plusieurs mandats dans l'interco ? Est-ce que c'est considéré comme un cumul ?

On a un gros besoin de transparence par rapport aux institutions (interco, dép. région Etat). Nos élus communaux on les rencontre régulièrement mais les autres sont éloignés.

Interco besoin de transparence sur le fonctionnement et sa gestion, l'intérêt de l'interco et l'intérêt de partager toutes les compétences. Est-ce que c'est avantageux de partager toutes ces compétences.

Vote blanc : qu'est-il proposé sur la manière de le prendre en compte. Lorsqu'on dépasse un taux le vote est invalidé ? comment le prendre en compte ?

Cumul des mandats : en ce qui concerne nos députés et nos sénateurs ce serait une bonne chose qu'ils aient un ancrage local avec un mandat local (de maire ou élu local).

ORGANISATION ETAT ET SERVICES PUBLICS

Nombre de collectivités locales en France : d'un point de vue budgétaire il faudrait réduire le nombre de collectivités par-contre il faut trouver la taille adéquate des communes pour garder les services de proximité. La création des communes nouvelles est intéressante mais avec la participation active des habitants. La création va être difficile avant les élections municipales mais il faudrait essayer après 2020.

Décentralisation : Il faut déléguer plus de compétences aux collectivités locales mais les compétences ne font pas tout. Il faut les moyens humains, matériels et donc financiers pour que les collectivités locales puissent faire quelque chose d'intéressant dans la décentralisation.

Présence des services publics : lesquels sont indispensables ? que sont les territoires, quelle échelle ? Il faut ramener une proximité pour la santé avec la problématique des déserts médicaux. Les hôpitaux qui ferment. Les plus proches sont Bourgoin et Voiron.

Essayer de garder une possibilité sur le territoire pour toutes les démarches administratives. On pensait que la Maison des services publics sur les territoires avec des permanences de tous les services publics de l'Etat (Pôle emploi, la sécurité sociale...) serait une solution. Tous ces services tiendraient des permanences régulières pour garder un contact physique avec les citoyens pour permettre aux personnes âgées ou PMR d'effectuer les démarches administratives. On pensait que pouvoir faire les démarches sur internet c'est pas mal car on peut les faire en dehors des heures d'ouvertures par contre dans nos zones rurales, nous rencontrons des difficultés de connexions internet. Certains rencontrent des difficultés parfois de compréhension de ce qu'il faut faire. Il faut réfléchir à l'installation de points numériques à mettre dans les maisons des services publics avec des accompagnements pour les personnes qui ne maîtrisent pas le numérique ou qui ne peuvent pas avoir accès au numérique. Il faudrait prévoir également des permanences dans ces maisons de services publics pour les personnes qui ne peuvent pas y aller pendant les heures de travail.

Il faut prévoir une distance raisonnable pour que tout le monde puisse accéder aux services publics. Il y a des avantages d'internet, les deux sont complémentaires.

Les démarches administratives sont-elles complexes : oui dans certains domaines. La simplification des normes et des demandes sont nécessaires. Les dossiers sont parfois peu abordables.

Il ne faut pas réduire le nombre d'agents publics, peut-être mieux les répartir en ayant une attention particulière pour la fonction publique hospitalière.

Transports : il faut développer le transport en commun dans nos zones rurales. Trains petites lignes, bus. Actuellement la voiture est indispensable aux déplacements.

Il faut stopper les restrictions des services publics, de la justice, de la sécurité (gendarmes) de la santé, des impôts, notamment en milieu rural... En effet, à l'heure où nous parlons sans cesse du réchauffement climatique et de ses conséquences désastreuses pour notre planète, les français sont, en campagne surtout, de plus en plus éloignés géographiquement de certains Services Publics (poste, hôpital et maternité...). C'est pour le moins plus qu'incohérent, la France ne se résume pas qu'à PARIS.

Il est urgent que le gouvernement prenne conscience que bon nombre de nos concitoyens ne peuvent plus vivre de leur travail. Soit les français se servent de leur épargne qui n'est pas extensible, soit ils vivent dans une très grande précarité. Cela ne motive pas les troupes ; d'où l'explosion sociale de ces derniers mois.

Médicaments génériques : il faudrait un moratoire sur les médicaments génériques qui sont inefficaces voire même dangereux pour certains.

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

Economie : que peut-on réduire, économiser sur le train de vie national ?

Il faut mettre fin à la prise en charge des présidents après leurs mandats (5). Ils ont des bureaux, un train de vie financé par l'Etat.

Il faut mettre en œuvre la réduction du millefeuille annoncée. Il ne faut pas supprimer des services mais peut-être réduire.

Il faut remédier à la fraude de la sécurité sociale. 1800000 numéros de SS qui seraient fraudés ? il faut développer les contrôles.

Transparence sur les aides CAF etc... qui seraient distribuées. Pourquoi ces allocations ne seraient-elles pas soumises à fiscalité. Des personnes qui travaillent touchent moins que des personnes qui sont en recherche de travail.

Participation de l'impôt pour tous. Même 5 € c'est citoyen que tout le monde participe à l'impôt. On donne à l'Etat ce que l'on peut donner.

Injustice fiscale : Entreprises qui ne paient pas d'impôts en France car elles ont leur siège à l'étranger.

Protection sociale : en France on a ce qu'il faut. On est très pris en charge. Par-contre il faudrait visualiser ce que coûtent les soins et les médicaments car avec la carte vitale on ne voit pas ce que l'on dépense.

Alléger les charges des petites entreprises pour favoriser les emplois.

Services publics : une meilleure répartition au niveau des services et du personnel en sachant qu'il faut renforcer les ceux dans le secteur médical et réorganiser pour mieux répartir dans les bureaux.

Quand on veut avoir quelqu'un au niveau des impôts c'est très compliqué. Numéros payants avec une durée d'appels très longue. Il faut que les appels vers les services ou organismes qui accomplissent des missions de services publics soient gratuits.

Dépenses sociales : elles pourraient être financées avec un pourcentage des transactions boursières.

Problème des quotas : Dans beaucoup de pays dans le monde, Etats-Unis, Chine... il existe des quotas à l'importation. C'est-à-dire qu'après un dépassement d'importation maximum, il est obligatoire au pays importateur de créer une entreprise de fabrication dans le pays où sont importés ces produits, ce qui amènerait la création d'emplois.

Ces quotas n'existent pas en Europe.

Les entreprises multinationales doivent s'acquitter d'impôts en France et ne soient pas exonérées sous prétexte que leur siège social est à l'étranger. Envisager des créations de postes de contrôleurs fiscaux de haut niveau permettant de contrôler l'évasion fiscale – ces emplois pourraient être rémunérés sur une partie des fonds récupérés.

TRANSITION ECOLOGIQUE

Enjeu prioritaire du moment : le climat très lié à la question énergétique.

On est d'accord sur le fait qu'à l'heure actuelle on dispose de différentes sources d'énergie, aucune de ces solutions n'est actuellement suffisante et satisfaisante. Le nucléaire est une solution pas terrible qui génère des déchets, c'est malgré celle qui peut nous apporter la quantité d'énergie suffisante. C'est la solution la moins pire par rapport aux besoins actuels.

Le nucléaire est important, il faudrait se poser la question si les solutions énergétiques (éolienne) peuvent apporter les quantités suffisantes ou s'il existe d'autres solutions non développées qu'il reste à creuser. Quel est l'échelon le plus adapté, ce n'est pas nous tous seuls, l'échelon serait celui de mutualiser les efforts au niveau européen ou international. Mutualiser nos moyens financiers en termes de réflexion pour trouver une solution pérenne. L'aspect électrique est une solution alternative mais à l'heure actuelle, pour les voitures électriques, on est soumis à une question de stockage d'énergie et des batteries. Le jour où on aura des solutions ce ne sera pas forcément l'Europe qui les détiendra et on sera dépendants d'autres pays.

Quand on a des pics de froid on achète de l'électricité dans les pays voisins, que se passerait-il si on fait tous recharger nos voitures le soir.

Conclusion : problèmes avec tous les modèles de production d'énergie. En tant que citoyen il est difficile de savoir ce qui est pertinent il n'y a peut-être pas qu'une seule solution. Au niveau des services de l'Etat il y a peut-être cette compétence technique pour pouvoir se positionner sur cette question et ces sujets.

Economies d'énergie : passent pour les citoyens par une amélioration de l'isolation de l'habitat. Contrôle des services de l'Etat : il y a pas mal de travaux de rénovation qui se font par des entreprises pas toujours compétentes et ces entreprises touchent des aides de l'Etat. Quel contrôle de l'Etat car c'est de l'argent accordé pour des travaux refaits dans 5 ans. C'est de l'argent gaspillé.

On n'est pas d'accord pour privatiser l'EDF, ni les barrages.

La Méthanisation : notamment dans nos territoires avec un potentiel d'élevage et des déchets verts pourrait être développée. Petites unités de production pour éviter les déperditions électriques. Cela pourrait être adapté à une échelle locale, un village « raccordé ».

Déplacements : pour aller travailler ou aller à l'école on est obligé de prendre la voiture et on pollue avec mais dans la pratique on n'a pas trop d'autres solutions. On n'a pas des dessertes importantes. Economiquement on ne pourra pas avoir des dessertes toutes les heures ou demi-heures. Il faut limiter l'utilisation de la voiture mais on ne sait pas comment faire car on est obligés de se déplacer malgré tout.

Déchets plastique : il faut qu'on arrête d'utiliser le plastique en aussi grande quantité.

Habitat : Il faut créer une cellule d'information technique lorsque les gens font des travaux pour rénover une maison, à l'heure actuelle il existe des tas de techniques, des moyens de chauffage, qui ne sont pas accessibles à un citoyen qui se lance dans une construction. Il faudrait un organisme qui centralise ces informations qui seront autres que celles d'un constructeur.

La transition énergétique : si l'Europe y va et que les EU n'y vont pas... il faut au-contre se dire que même si les autres n'y vont pas et bien nous on y va car c'est important.

Questions diverses : on veut changer les vieux véhicules et favoriser les transports en commun. On dit que la prime ouvre un crédit pour utiliser le transport en commun au lieu de financer un autre véhicule.

Sujet du pouvoir d'achat : On a fait il y a 10 ans des travaux, on a emprunté pour isoler le toit, les murs extérieurs, le chauffage et on a fait 40% d'économie d'électricité. Par-contre aujourd'hui je paie exactement la même chose en électricité qu'il y a 10 ans. Le pouvoir d'achat je ne l'ai plus. J'ai eu droit à un crédit d'impôt, on a le sentiment de payer plus cher. On voit qu'il y a des gens qui produisent de l'électricité en panneaux photovoltaïques et qui la revendent plus cher à EDF je trouve cela aberrant.

Ecologie : le mouvement est parti de la taxe sur le carburant. Il faudrait plafonner les taxes à un certain niveau. On arrive à payer 5 fois le prix du carburant.

Blocage des retraites : il faudrait penser à les débloquer, les petites retraites !

Quand on parle des services publics qui désertent nos campagnes : exemple carte d'identité qu'on faisait dans les Mairies maintenant il faut aller à 20 kms sur rdv soit 40 kms aller/retour et idem pour aller la chercher sur rdv. Sans compter s'il manque un papier. On oblige les gens à faire des trajets.

Si vous voulez que les campagnes ne meurent pas il faut garder les écoles. Les lois sont faites pour les grandes villes. L'augmentation du prix du carburant touchait particulièrement les zones rurales.

Pollution automobile : est-ce qu'on ne l'a pas cherché ? avec les industries qui sont parties dans les pays du sud-est, made in China, ce sont des bateaux, des avions qui ne sont pas taxés. Les automobilistes sont des vaches à lait.

Industrie emploi : on construit des bâtiments alors qu'il y a des dizaines de bâtiments en friche.

A tous les niveaux il y a un gaspillage dont on doit tenir compte. On a des locaux qui sont sous occupés (je pense aux écoles).

Les hôpitaux sont dotés à l'avance une fois qu'ils atteignent le plafond on stoppe les commandes. La santé n'a pas de plafond !